



**Asamblea Parlamentaria Euro-Latinoamericana  
Euro-Latin American Parliamentary Assembly  
Assemblée Parlementaire Euro-Latino  
Américaine  
Assembleia Parlamentar Euro-Latino-Americana  
Parlamentarische Versammlung Europa-  
Lateinamerika**

**COMMUNIQUÉ DE LA COPRÉSIDENTENCE DE L'ASSEMBLÉE  
PARLEMENTAIRE EURO-LATINO-AMÉRICAINNE (EUROLAT) SUR  
SA PARTICIPATION AU TROISIÈME SOMMET UNION  
EUROPÉENNE (UE)-COMMUNAUTÉ DES ÉTATS LATINO-  
AMÉRICAINS ET DES CARAÏBES (CELAC)**

**17 JUILLET 2023**

À l'occasion de leur participation au troisième sommet Union européenne (UE) – Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 juillet 2023, les coprésidents de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EuroLat), Javi López et Óscar Darío Pérez, expriment les considérations suivantes:

nous saluons la tenue, huit ans après, du sommet UE-CELAC, avec une forte participation des chefs d'État et de gouvernement, ce qui témoigne de la ferme volonté des deux régions de renforcer profondément leurs relations bilatérales;

nous réaffirmons l'importance de tenir régulièrement des sommets UE-CELAC de chefs d'État et de gouvernement pour consolider le partenariat stratégique birégional sur des sujets et des priorités communs qui permettent d'améliorer la vie des citoyens;

à cet égard, nous nous félicitons de l'accord visant à organiser des sommets tous les deux ans, le prochain sommet se déroulant dans la région CELAC en 2025, ainsi que de la mise en place d'un mécanisme de coordination permanent entre l'UE et la CELAC afin d'assurer la continuité et le suivi entre les réunions;

nous réaffirmons notre soutien aux différents processus d'intégration régionale en Amérique latine et en Europe – à savoir l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Amérique centrale, les accords d'association avec le Mexique et le Chili et l'accord d'association entre l'UE et le Mercosur – qui constituent le fondement du partenariat stratégique birégional.

nous insistons sur l'importance de raviver un multilatéralisme fondé sur des règles, qui défende les valeurs et les principes universels, afin de garantir la paix et la sécurité internationales, ainsi que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des nations, d'éviter le recours à la menace ou à la force contre un État, ou tout acte incompatible avec les objectifs des Nations unies, et d'assurer le plein respect du droit international;

nous rappelons notre engagement inébranlable en faveur du multilatéralisme, de la paix, du dialogue et de la coopération pour relever les grands défis mondiaux du concert international des nations; nous rejetons fermement toute mesure allant à l'encontre de la souveraineté nationale des États, de leur intégrité territoriale et du chapitre 2 de la charte des Nations unies, notamment les actions qui font usage de la violence ou recourent à la force, en particulier contre la population civile;

nous réclamons l'application stricte du droit international et le respect des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies; nous invitons la communauté internationale à **renforcer la coopération, le dialogue et la recherche de la paix et de la sécurité communes**;

nous rappelons notre solidarité à l'égard de la population ukrainienne à la suite de l'agression injustifiée, illégale et non provoquée de leur pays par la Fédération de Russie et nous soutenons l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, plus d'un an après le début du conflit;

nous soulignons que les récentes crises alimentaire, sanitaire, migratoire, énergétique et de l'inflation ont aggravé les problèmes de pauvreté et d'extrême pauvreté, ont fait obstacle au développement économique et social durable à long terme et ont creusé les inégalités;

nous devons intensifier les efforts fournis par les gouvernements pour se remettre de ces crises afin de progresser dans la mise en place des conditions nécessaires aux transitions sociales verte et numérique justes et inclusives qui rendent les sociétés plus durables et équitables;

nous soutenons les initiatives des Nations unies relatives à une restructuration de la dette afin d'atténuer les difficultés sociales provoquées par le remboursement de cette dernière qui, en raison des crises récentes, entraîne de sérieux problèmes de paiement chez certains États, avec des effets dévastateurs sur leur population. Ces initiatives pourraient comprendre des stratégies d'annulation, de remise, de conversion et de restructuration de la dette, pour autant que ces ressources soient investies dans des politiques en faveur de l'éducation, de la santé, de la réactivation de la production, de la cohésion sociale, de la protection de l'environnement et du renforcement du tissu commercial, entre autres;

nous demandons aux gouvernements des pays de la zone UE-CELAC d'agir rapidement et de prendre des mesures concrètes à court, moyen et long termes pour lutter contre le changement

climatique, la pollution, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité qui touchent notre planète;

nous demandons aux gouvernements des pays de la zone UE-CELAC de promouvoir la création d'un mécanisme de financement spécifique dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) afin de faire face aux pertes et aux dégâts immédiats et non adaptables liés à l'augmentation de la température moyenne de la planète.